

Newsletter 02/2019



Editorial

Chère lectrice, cher lecteur,

Notre Newsletter vous parvient dorénavant dans une nouvelle parure. Nous continuons à vous informer des nouveautés les plus importantes dans les domaines de la transparence et de la protection des données, le tout se fait par contre sous une nouvelle forme. Les deux rubriques **Actualités** et **Informations aux organes publics** restent inchangées, s'y ajoutent les nouvelles rubriques **Consultations**, **Agenda** et **Littérature choisie**, qui contiennent également des nouveautés suivant l'actualité. Deux fois par année, nous vous faisons parvenir des informations importantes sur nos domaines d'activité. Nous espérons que le nouvel aspect visuel contribuera à une lecture encore plus agréable.

La fin de l'année s'approche et nous aimerions saisir l'occasion pour vous souhaiter de bonnes fêtes et une excellente année 2020 !

Sommaire

Actualités :

Nomination de la nouvelle Préposée à la protection des données

Arrêt du TF au sujet d'images de dashcams comme moyen de preuve

Arrêt du TF concernant recherche automatisée de véhicules et surveillance du trafic

Les caviardages ne sont pas irréversibles dans bien des cas

Facebook lance de nouvelles fonctionnalités à l'occasion des élections fédérales
Expertise médicale comme moyen de preuve

Informations aux organes publics :

Accès recommandé aux décomptes et à une convention de révocation
Accès recommandé à une analyse de pratiques managériales
Accès refusé à raison à des documents issus d'un dossier personnel
Accès partiel à des documents concernant un bâtiment communal recommandé
Accès à des documents concernant les informateurs/trices privés/ées de la police

Consultations :

Prises de position de la Commission

Agenda :

Formation continue dans le droit de la protection des données
Colloque scientifique au sujet du principe de transparence
Journée 2020 de la protection des données

Littérature choisie :

Note sur l'arrêt du Tribunal cantonal du 24 mai 2018, accès à des documents concernant les informateurs/trices privés/ées de la police
Jurisprudence en matière de protection des données et de transparence

Actualités



Nomination de la nouvelle Préposée à la protection des données

Sur préavis de la Commission cantonale de la transparence et de la protection des données, le Conseil d'Etat a nommé Florence Henguely en tant que Préposée cantonale à la protection des données. Titulaire ad-intérim à ce poste depuis le 1er août dernier à 50%, elle succède à Alice Reichmuth Pfammatter, partie en retraite anticipée.

En savoir plus

Arrêt du TF au sujet d'images de dashcams comme moyen de preuve

Le fait de filmer d'autres automobilistes à l'aide d'une caméra embarquée fixée sur le tableau de bord, appelée dashcam, viole la loi sur la protection des données. L'exploitation de ces prises de vue comme moyen de preuve n'est pas admissible dès lors que les violations des règles de la circulation routière ne constituent pas des infractions graves, a décidé le Tribunal fédéral dans un arrêt récemment publié.



Dans le cas d'espèce, une automobiliste avait été filmée en dépassant un autre automobiliste par la droite et en gardant une distance insuffisante.

En savoir plus

Arrêt du TF concernant la recherche automatisée de véhicules et surveillance du trafic



Une réglementation suffisamment détaillée dans une loi est nécessaire pour la mise en place de la recherche automatisée de véhicules et la surveillance du trafic (RVS). Ainsi s'est exprimé le Tribunal fédéral dans un arrêt récemment publié dans lequel il admet le recours d'un automobiliste qui avait été condamné par la cour suprême du canton de Thurgovie pour conduite sans autorisation, commises à plusieurs reprises, à une peine pécuniaire et à une amende. Le fait que l'intéressé avait conduit une voiture malgré un retrait du permis de conduire découlait des enregistrements de la RVS.

En savoir plus

Les caviardages ne sont pas irréversibles dans bien des cas



Des chercheurs/euses de l'Université de Zurich sont parvenus à retrouver les noms caviardés dans 21 arrêts du Tribunal fédéral sur les 25 qu'ils ont examinés en croisant plusieurs bases de données accessibles au public. Dans les jugements qui sont rendus publics, l'anonymisation est un moyen pour protéger l'identité des plaignants/es ou des accusés/ées. Dans le cas présent, des scientifiques ont cherché à découvrir l'identité d'entreprises pharmaceutiques impliquées entre 2000 et 2018 dans une procédure contre des décisions de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) en matière de prix et à identifier les médicaments en question.

En savoir plus

Facebook lance de nouvelles fonctionnalités à l'occasion des élections fédérales



Facebook a lancé sur sa plateforme de nouvelles fonctionnalités, tel un bouton de vote, pour les électeurs suisses lors des élections fédérales du 20 octobre. Facebook a confirmé envers le Préposé fédéral à la protection des données et à la transparence que les fonctionnalités offertes n'avaient d'autre but que de sensibiliser ses utilisateurs aux élections et, en fin de compte, d'augmenter la participation. Les opinions politiques des utilisateurs ne seraient pas traitées.

En savoir plus

Expertise médicale comme moyen de preuve



Lors de la 26^e journée de droit de la santé qui s'est déroulée le 13 septembre 2019 à l'Université de Neuchâtel plusieurs intervenant-e-s ont présenté les diverses facettes de l'expertise médicale en tant que moyen de preuve. Diverses questions

se posent alors en lien avec la protection de la sphère privée, respectivement la protection des données personnelles.

En savoir plus

Informations aux organes publics



Accès recommandé aux décomptes et à une convention de révocation

La préposée cantonale à la transparence a recommandé à la commune de Romont d'octroyer l'accès aux décomptes du projet de construction «Zelda» et à la convention de révocation avec la société Bauart SA. L'entreprise doit être consultée avant un éventuel accès au contrat de mandataire.

En savoir plus



Accès recommandé à une analyse de pratiques managériales

La préposée cantonale à la transparence a recommandé au Réseau Santé Sociale de la Veveyse (RSSV) l'accès au rapport intitulé « Rapport RSSV – Analyse des pratiques managériales ». L'accès à une partie du rapport peut être différé jusqu'à ce que certaines décisions soient prises. Avant d'octroyer l'accès au rapport, les tiers concernés doivent être consultés.

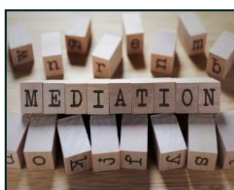
En savoir plus



Accès refusé à raison à des documents issus d'un dossier personnel

La préposée cantonale à la transparence a recommandé au Service du personnel et d'organisation et à la Caisse cantonale de compensation de refuser l'accès à des documents issus du dossier personnel et à des pièces personnelles d'un collaborateur. Les organes publics concernés ont à juste titre évoqué un intérêt privé prépondérant.

En savoir plus

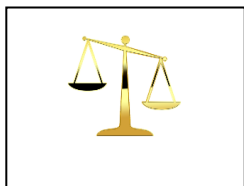


Accès partiel à des documents concernant un bâtiment communal recommandé

La préposée cantonale à la transparence a recommandé à la Commune de Treyvaux d'octroyer un accès partiel à des documents concernant la rénovation, l'entretien et la réparation d'un bâtiment dans lequel se trouvent entre autres l'accueil extra-scolaire et la bibliothèque scolaire. La commune avait refusé une demande d'accès à divers documents concernant le bâtiment dit la « Treyjoyeuse » en indiquant que les documents sollicités ne concernaient pas l'accomplissement d'une tâche publique.

En savoir plus

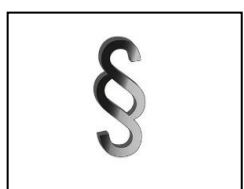
Accès à des documents concernant les informateurs/trices privés/ées de la police



La Chambre administrative de la Cour de justice de Genève s'est prononcée dans un arrêt (ATA/949/2019) relatif à l'accès à des documents concernant les informateurs/trices privés/ées de la police genevoise en faveur de l'accès partiel au budget annuel alloué à la rémunération des informateurs/trices pour les années 2007 à 2016. L'accès à l'ordre de service également demandé par un journaliste doit cependant être refusé parce que sa communication porterait atteinte à la sécurité publique en compromettant l'accomplissement des missions de la police. La Préposée à la transparence genevoise adjointe avait recommandé un accès partiel aux deux documents.

En savoir plus

Consultations



Prises de position de la Commission

La Commission cantonale de la transparence et de la protection des données s'est prononcée ces derniers mois sur différents projets législatifs, notamment sur la loi fédérale sur le système national de consultation des adresses des personnes physiques.

En savoir plus

Agenda



Formation continue dans le droit de la protection des données

Différents cours relatifs au droit de la protection des données auront lieu ces prochains mois à l'Institut de droit européen de l'Université de Fribourg. Les premiers cours sont consacrés aux principes généraux du droit de la protection des données, présentés tant de manière théorique que de façon pratique, au travers de différents cas spécialement sélectionnés. Les autres cours portent sur la relation entre la protection des données et la transparence.

En savoir plus



Colloque scientifique au sujet du principe de transparence

«Le principe de transparence au sein de l'administration publique: quel degré de transparence est-il possible et nécessaire ?»: un colloque scientifique à ce sujet aura lieu le 17 janvier 2020 à l'Université de Fribourg. Un peu plus d'une dizaine d'années après l'entrée en vigueur du principe de transparence au niveau fédéral, un bilan intermédiaire sera établi et les développements survenus depuis lors seront débattus.

En savoir plus



Journée 2020 de la protection des données

A l'occasion de la Journée de la protection des données 2020, la Faculté de droit, des sciences criminelles et d'administration publique de l'Université de Lausanne organise une conférence publique en collaboration avec le Préposé fédéral à la protection des données et à la transparence, le Centre universitaire d'informatique de l'Université de Genève et ThinkServices. La conférence aura lieu le 28 janvier 2020 et portera sur le rôle des autorités en matière de protection des données personnelles et leur importance au vu des difficultés pour un individu de comprendre ces enjeux complexes et de protéger les données relevant de sa sphère privée.

En savoir plus

Littérature choisie

Note sur l'arrêt du Tribunal cantonal du 24 mai 2018, accès à des documents concernant les informateurs/trices privés/ées de la police



La Revue fribourgeoise de jurisprudence (RFJ) 2019/2 a publié une note sur un arrêt du Tribunal cantonal en matière d'accès à des documents officiels. Cette note a été rédigée par Luc Vollery, rédacteur et chef du Service de la législation : *Accès à des directives et à des informations budgétaires sur les informateurs de la police. Note sur l'arrêt du Tribunal cantonal du 24 mai 2018, n°12.*

En savoir plus

Jurisprudence en matière de protection des données et de transparence



Prof. Alexandre Flückiger de l'Université de Genève donne une vue d'ensemble de la jurisprudence actuelle en matière de protection des données et transparence dans le cadre de la publication *L'ère numérique et la protection de la sphère privée. L'impact des principes juridiques « traditionnels » : analyse et perspectives* (Schulthess, 2018). Une partie du chapitre est consacrée à la protection des données en cas de demandes d'accès en transparence, l'autre au droit d'accès à ses propres données et au droit de rectification et à la radiation des données personnelles.

En savoir plus

Si vous ne souhaitez plus recevoir cette Newsletter, nous vous prions de contacter notre secrétariat.